

Relations

RELATIONS

En bref

Number 769, December 2013

La promesse du don

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70701ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(2013). En bref. *Relations*, (769), 35–35.

IMPUNITÉ AU SALVADOR

L'archevêché de San Salvador a annoncé, le 30 septembre dernier, qu'il ferait définitivement son service d'aide juridique aux pauvres. Ce service avait été créé par M^{re} Óscar Romero, en 1977, dans un contexte de forte répression politique et de graves violations des droits humains au Salvador. Au fil du temps, le service a recueilli une mine colossale de témoignages et de preuves incriminantes pour les autorités politiques et militaires du pays, responsables de nombreux massacres, notamment durant la guerre civile (1979-1992). En tout, ce sont quelque 50 000 dossiers de plaintes dont le sort est désormais incertain en raison de la fermeture annoncée par l'archevêché. Cette décision survient au moment où la Cour suprême du pays doit se prononcer sur la constitutionnalité de la Loi d'amnistie de 1993, qui pourrait lever l'immunité juridique des responsables de crimes de guerre.

QUÉBEC SANS PAUVRETÉ

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le 17 octobre dernier, le Collectif pour un Québec sans pauvreté a rendu publique la déclaration commune *Pour que le Québec fasse mieux*. On y dénonce les nombreuses décisions du gouvernement québécois qui affectent directement les plus pauvres, que ce soit le maintien de la taxe santé, la hausse des tarifs d'électricité, ou les coupes dans l'aide sociale. Alors qu'encore 750 000 personnes au Québec ne couvrent pas leurs besoins de base, le Collectif rappelle que «l'élimination de la pauvreté passera par une solution politique». Il exhorte le gouvernement, au nom de l'égalité en dignité et en droits, à garantir aux plus démunis «un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation».

VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Dans le cadre des *12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes*, plusieurs activités de sensibilisation auront lieu du 28 novembre au 6 décembre. Organisée par la Fédération des femmes du Québec, la campagne de cette année sera menée sous le thème «Nier les inégalités met les femmes en danger». Elle culminera avec un rassemblement devant le Palais de justice de Montréal, le 6 décembre, date qui marque le sombre anniversaire de la tuerie de Polytechnique. La campagne vise à souligner que les discours banalisant ou niant carrément la spécificité de la violence envers les femmes contribuent à accentuer leur vulnérabilité. Au Québec, 80 % des victimes d'agression sexuelle et 81 % des victimes de violence conjugale sont des femmes. Pour connaître le calendrier des activités, visiter le <ffq.qc.ca>.

AÉCG : PÉTITIONS À SIGNER

Depuis que le gouvernement canadien a conclu une entente de principe en vue de la signature de l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne, les voix se multiplient pour exiger la divulgation immédiate des textes de cet accord et la tenue d'un véritable débat démocratique avant sa signature. Cette entente peut avoir des conséquences majeures sur nos contrats et nos services publics, le coût des médicaments et le pouvoir de réglementer des États, entre autres. La population est invitée à signer deux pétitions, l'une s'adressant au gouvernement fédéral: <tradejustice.ca>; l'autre s'adressant au gouvernement québécois. Celle-ci est disponible sur le site de l'Assemblée nationale: <assnat.qc.ca/exprimez-votre-opinion>.

INDUSTRIE EXTRACTIVE CANADIENNE

L'organisme Développement et paix vient de lancer une campagne intitulée «Une voix pour la justice», qui vise à faire pression sur le gouvernement fédéral pour que soit créé un poste d'ombudsman indépendant pour l'industrie extractive canadienne. Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dénoncer les pratiques de cette industrie, au Canada mais aussi dans les pays du Sud. Plusieurs collectivités de par le monde sont en effet victimes de déplacements forcés, de conflits ou de la pollution de leur environnement, entre autres, en raison des activités de compagnies minières ou pétrolières canadiennes. Renseignements: <devp.org/voixpour lajustice>.

RAPPORT SUR LES DROITS HUMAINS

Dans son *Rapport sur l'état des droits humains au Québec et au Canada*, publié en juin dernier et endossé par une quarantaine d'organismes, la Ligue des droits et libertés souligne le «recul généralisé des droits humains». Constatant que les conditions de réalisation de ces droits ne sont plus réunies, elle en appelle à rompre avec le modèle d'organisation économique, sociale et politique actuel et avec la primauté de la croissance économique, le tout-au-marché et l'effritement de la vie démocratique qui l'accompagnent. Selon les signataires, le plein respect des droits humains passe par un projet de société fondé sur une véritable solidarité. Afin d'élargir la diffusion du rapport de 48 pages et de mobiliser la société civile autour de ses conclusions, une version abrégée et un guide d'animation ont été produits et sont disponibles sur le site de la Ligue: <liguedesdroits.ca>.